

Tibi 2 : 28 investisseurs institutionnels s'engagent aux côtés du gouvernement

Après le lancement de la deuxième phase de l'initiative Tibi à VivaTech, les investisseurs institutionnels ont acté leur engagement auprès de l'État. Ils sont 28 au rendez-vous, dont six nouveaux investisseurs.

Temps de lecture : minute

28 juin 2023

Après les paroles, voici les actes. Près de deux semaines après l'annonce de la deuxième phase de l'initiative Tibi, pour laquelle sept milliard d'euros étaient promis, 28 investisseurs institutionnels (banques, assurances...) ont signé un engagement avec le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique pour doper le financement des startups.

A cette occasion, six nouveaux investisseurs (HSBC, Le Conservateur, Mutuelle de Poitiers, Orano, SMA BTP et Swiss Life) rejoignent le mouvement. Ces acteurs vont ainsi mobiliser près de sept milliards d'euros au total entre 2023 et 2026 à destination des fonds d'investissement français. Cette somme vient s'ajouter aux six milliards d'euros mis sur la table pour le premier volet de l'initiative Tibi, avec à la clé près de 30 milliards d'euros d'investissements réalisés par des dizaines de fonds. Cette nouvelle tranche de sept milliard d'euros sera mise à profit pour financer des entreprises cotées et non cotées en late-stage, mais aussi en early-stage.

Macron s'était agacé de la frilosité des investisseurs institutionnels

Cet engagement devrait satisfaire Emmanuel Macron, qui avait mis la pression sur les investisseurs institutionnels en début d'année à l'occasion d'une réception dédiée à la French Tech. Lors de celle-ci, le chef de l'État n'avait pas mâché ses mots pour leur faire comprendre qu'il était urgent d'accroître l'effort de guerre pour amplifier la dynamique autour de l'écosystème français.

"Je sens trop de frilosité chez nos copains du fonds Tibi 2. Or c'est maintenant qu'il faut investir, pas une fois que ça ira mieux. Si j'avais attendu la fin de la pandémie de Covid pour débloquer des financements publics, ça n'aurait pas été la même chose dans cette salle", avait ainsi lancé le président de la République à l'Élysée. *"On a besoin de vous, on ira chercher tout le monde. J'inviterai ceux qui n'ont pas mis d'argent",* avait-il également déclaré en guise de mise en garde. Son appel a visiblement été entendu, même si le cap des dix milliards d'euros attendus n'a pas été franchi.

Avec cette nouvelle tranche de l'initiative Tibi, l'État entend mettre l'accent sur des thématiques qui font écho à celles portées par le plan 2030, à l'image de la décarbonation de l'économie ou de la deeptech. *"Nous ne gagnerons pas la bataille de la réindustrialisation et de la décarbonation, sans maîtriser les technologies de demain. L'initiative Tibi nous permet de mobiliser l'épargne privée au service de cette ambition. Avec la signature de cette phase 2 de l'initiative, nous franchirons un nouveau cap, alors que la France est devenue le premier écosystème d'entreprises technologiques de l'Union européenne",* s'est réjoui le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

Pour rappel, l'exécutif espère atteindre la barre des 100 licornes, dont 25 "vertes", à l'horizon 2030.



À lire aussi

L'écosystème tech français est-il plus fragile qu'on ne le pense ?

Article écrit par Maxence Fabrion